



# PERSPECTIVES

## WikiLeaks est victime d'attaques «d'une rare intensité»

Un responsable technique parle de la survie du site controversé en l'absence d'Assange

Deux semaines après le début de la publication des mémos diplomatiques américains, WikiLeaks continue d'occuper l'actualité: alors que se poursuit la publication des articles de décryptage des relations internationales, son cofondateur, Julian Assange, a été arrêté et est détenu en Grande-Bretagne, à la suite d'une plainte pour viol — des faits qu'il conteste. Le site WikiLeaks est l'objet d'attaques informatiques et juridiques, mais suscite aussi des initiatives en sa faveur sur Internet.

Un responsable technique de WikiLeaks explique comment l'équipe travaille depuis le début du «Cablegate». Il souhaite conserver son anonymat: «Le niveau de pression autour de WikiLeaks est tel qu'en tant que membre de l'équipe, petite main qui participe à l'infrastructure technique, je préfère rester discret», fait-il valoir, ajoutant qu'il préfère séparer cette activité bénévole de sa vie personnelle et professionnelle. Julian Assange assume, lui, une «face publique» de WikiLeaks, et l'équipe continue son activité en son absence.

**Aujourd'hui, quels sont les défis techniques que WikiLeaks doit surmonter pour continuer son activité?**

Les défis techniques que nous rencontrons sont de plusieurs ordres: en premier lieu, nous cherchons à garder le site accessible en ligne. C'est devenu difficile. WikiLeaks a été hébergé chez Amazon, en partie, depuis la publication des logs irakiens (fin octobre 2010). À l'époque, le gouvernement américain s'était plaint oralement, mais Amazon n'avait pas réagi, donc nous n'avons pas eu de problème. Mais à partir de la publication des câbles diplomatiques, nous avons commencé à recevoir des attaques, d'où le défi pour rester en ligne.

**De quel genre d'attaques êtes-vous victime?**

Les attaques sont de deux natures. D'abord, des attaques DDoS, ou «dénis de service distribués», qui consistent à tenter de bloquer un site en le saturant de requêtes lancées par des milliers d'ordinateurs, contrôlés à distance. Notre infrastructure technique, installée chez Amazon mais aussi en partie en France, a été visée par des attaques croissantes à partir du dimanche soir de publication des premiers articles sur les câbles diplomatiques, le 28 novembre. D'abord, on a reçu de petites attaques de quelques heures et de petite taille, facilement surmontables.

Mais le mardi midi, les attaques ont grossi. Nous avons subi des attaques d'une intensité rare: pendant quatre heures, un DDoS d'une ampleur peu commune sur Internet, de l'ordre de la dizaine de gigabits par seconde. Peu d'hébergeurs dans le monde sont capables d'assumer de telles attaques. Pour moi, c'est la raison pour laquelle Amazon a cessé d'héberger WikiLeaks.

VOIR PAGE B 2 ATTAQUES

■ À lire en page B 2: Une réponse à l'opacité des gouvernements? et Des activistes québécois prennent la défense de WikiLeaks



HYUNGWON KANG REUTERS

Le Québec champion des patients orphelins

## Mais où sont donc passés les médecins de famille?

Cette année, les omnipraticiens auront consacré 43 % de leurs activités aux hôpitaux, un sommet inégalé

«Nous sommes les seuls à avoir plus de 30 % de notre population sans médecin de famille, et nous sommes les seuls à avoir autant de médecins par habitant», dit le président de l'AJMQ

Sur papier, les Québécois sont parmi les plus choyés au Canada, avec 221 médecins par 100 000 habitants et jusqu'à 20 % plus de médecins de famille que la moyenne canadienne. Sur le terrain pourtant, les cabinets de médecins n'ont jamais été aussi dégarnis au profit des hôpitaux. Un pari risqué, qui laisse sur le carreau plus de deux millions de Québécois sans médecin de famille.

LOUISE-MAUDE  
RIOUX SOUCY

Les médecins de famille québécois sont partout. En cabinet, bien entendu, mais aussi à l'urgence, dans les salles d'accouchement, sur les étages pressurisés des hôpitaux, bref partout où ça craque. Et ça craque de partout. Déjà lourde, la tendance n'a cessé de s'accroître pour atteindre des sommets inégalés cette année, a appris *Le Devoir*. Un principe des vases communicants qui a fini par rendre la première ligne exsangue.

L'an dernier, 40 % du travail des médecins de famille était effectué dans les établissements hospitaliers. Cette année, ce sera 43 %, calcule le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), le Dr Louis Godin.

«Quand on regarde le nombre de médecins de famille par 100 000 habitants, il faut tenir compte de la quantité de travail que l'omnipraticien accomplit dans les établissements, proportion qui est beaucoup plus importante ici qu'ailleurs au Canada. C'est car-

30 % des Québécois sont incapables de trouver un médecin de famille qui puisse les suivre, soit le double de la moyenne canadienne

diennement du simple au double.»

Or, pendant que les omnipraticiens dispensent des soins essentiels dans les hôpitaux, ils ne font pas de prise en charge. Résultat: 30 % des Québécois sont incapables de trouver un médecin de famille qui puisse les suivre, soit le double de la moyenne cana-

dienne. Au premier bobo, ceux-là n'ont donc d'autre choix que de se tourner vers les urgences, alimentant du coup un système qui carbure à l'urgence ponctuelle au détriment de la prévention et du suivi. Un non-sens du point de vue médical.

Pour l'Association des jeunes médecins du Québec (AJMQ), ces chiffres confirment ce que ses membres dénoncent depuis des années, soit «les effets pervers des activités médicales particulières (AMP) obligatoires» introduites en 1993 et raffermissées en 2002 pour éviter les coupures de services dans les établissements. «Notre situation est unique au Canada, unique en Occident», rappelle son président,

le Dr François-Pierre Gladu. *Nous sommes les seuls à avoir plus de 30 % de notre population sans médecin de famille, et nous sommes les seuls à avoir autant de médecins par habitant. À un moment donné, il faut faire un plus un et admettre que si on mettait plus de médecins en première ligne, les urgences seraient moins sous pression.»*

**Une meilleure santé à moindre coût**

En principe, tous les médecins québécois font des AMP, mais les règles varient selon les années de pratique. De 0 à 15 ans, on exige au moins 12 heures par semaine. De 15 à 20 ans, c'est six heures. Passé 20 ans, c'est selon les besoins du département régional. Or, la réalité est autrement plus exigeante puisque les médecins doivent se plier aux horaires des hôpitaux, qui sont beaucoup plus gourmands, spécialement envers les jeunes médecins, note le président de la FMOQ. «Une journée de 12 heures, ça n'existe pas vraiment. Les hôpitaux ont plutôt des journées

VOIR PAGE B 3: MÉDECINS



MARTIN BUREAU AGENCE FRANCE-PRESSE

Pour leurs activités médicales particulières obligées, les médecins doivent se plier aux horaires des hôpitaux, qui sont gourmands, surtout envers les jeunes médecins.

## PERSPECTIVES

## La dérive du grand démocrate



GIL COURTEMANCHE

Dans un roman truculent, cruel mais combien réaliste sur l'Afrique, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Ahmadou Kourouma fait la chronique du règne du général Koyaga, dictateur de la République du Golfe. Il y décrit la cruauté, la fourberie, l'intelligence manipulatrice qui lui permettent de se maintenir au pouvoir, car cet homme se croit investi par les esprits d'une mission. Il fera de la République du Golfe le pays modèle de l'Afrique et deviendra, lui, le modèle de tous ses dirigeants.

Kourouma est Ivoirien et, dans les années 1990, il a cru comme tous les intellectuels de son pays que Laurent Gbagbo, qui s'accroche aujourd'hui pitoyablement au pouvoir, ferait partie de cette nouvelle génération d'hommes politiques qui permettrait aux «bêtes sauvages» d'entrevoir la lumière éblouissante de la dignité et de la démocratie. Il ne pouvait imaginer que Gbagbo se transformerait en Koyaga moderne, utilisant d'autres fourberies et potions magiques pour se maintenir au pouvoir.

Car il n'y a rien de commun en apparence entre le dictateur imaginaire et le «démocrate» dictatorial, sinon qu'ils sont tous les deux fils de guerrier, le père de Gbagbo, homme modeste, ayant été fait prisonnier par les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale.

Le dictateur est un homme vulgaire et inculte. Gbagbo a fait les meilleures écoles de la Côte d'Ivoire; chercheur, professeur, il détient une maîtrise et un doctorat en histoire de la Sorbonne. Sa femme, Simone, est diplômée en linguistique, militante syndicale marxiste. Tous les deux, lors d'un exil de trois ans en France, sont accueillis, entourés, soutenus par les esprits les plus brillants du socialisme français, pionniers de la décolonisation et fondateurs du mouvement altermondialiste.

Gustave Massiah, Jean-Yves Barrère me recommandent cet homme quand j'entame une tournée en Afrique pour enquêter sur le sida en 1988. Gbagbo s'apprête à renouer avec son peuple, le peuple bété, qui prépare une série de grandes célébrations pour souligner le retour au pays de l'enfant prodige, devenu aussi héros et presque chef coutumier. Et c'est en roi qu'il est accueilli dans les villages lors de banquets pour lesquels on a économisé durant six mois. Gbagbo me confie, durant un de ces banquets où des centaines de personnes regardent la table d'honneur manger et boire du champagne, qu'il faut respecter cette culture, mais en extirper cette croyance qui accorde au chef des pouvoirs quasi magiques et qui investit de tous les pouvoirs.

Simone s'insurge privément contre le fait que, durant ces cérémonies de bienvenue, les femmes sont séparées des hommes. Elle est toujours marxiste et féministe, mais son mari lui enjoint de ne pas se prononcer publiquement. Gbagbo m'explique comment il modernisera le pays, cette modernité devant se faire dans l'apprentissage de la démocratie et de l'égalité. Il me parle des divisions ethniques, cancer africain, outil de domination des dictateurs et potentats. Mais quand on repose à ses pieds les tributs, chèvres, sacs de riz, parures brodées d'or, il rayonne, triomphe, se laisse embrasser les mains, qu'il pose parfois sur les têtes comme un pasteur charismatique.

Dans ses discours, il ne manque jamais de rappeler ses origines ethniques et promet d'en garantir l'épanouissement. Nous sommes en 1988 et, déjà, le chef omniscient gruge les vêtements du socialiste idéaliste et moderne. Le vernis occidental s'écaille pour laisser apparaître les couleurs plus sombres du chef, du prince éclairé, qui n'est jamais loin du président à vie et du potentat.

Il est élu de justesse président en 2000 et triomphe d'une tentative de coup d'État en 2002 qui laisse le pays divisé entre le Sud chrétien et le Nord musulman. Les rebelles du Nord protestent entre autres contre la politique d'«ivoirité» qui a entraîné l'élimination des élections présidentielles d'Alassane Ouattara. Celui qui voulait abolir les divisions ethniques les manipule dorénavant sans vergogne pour asseoir son pouvoir. Les jeunes militants de son parti, le Parti populaire ivoirien, forment des brigades d'autodéfense qui se transforment rapidement en milice bien armée. Simone, ayant jeté socialisme et marxisme aux orties, fait la cour aux Églises protestantes charismatiques, suivie en cela par son mari. Le clientélisme et la corruption s'installent et fleurissent avec leur lot de disparitions. On parle d'escadrons de la mort.

De 2005 à 2010, Gbagbo fait tout pour empêcher la tenue d'élections qui devaient se tenir il y a cinq ans. Et il se résigne non sans avoir mis sur pied un garde-fou personnel: le Conseil constitutionnel, sa propriété personnelle. Il reste président malgré tout et tous, souverainement imbu de lui-même, assuré de son état messianique et indispensable à la nation, prêt à risquer le sang de la guerre civile. Il est au-dessus de ces banales considérations humaines, les esprits le lui ont révélé.

À la fin de son roman, Kourouma fait dire au conseiller de Koyaga qui a été obligé de décréter une élection: «Vous préparerez les élections présidentielles démocratiques. Des élections au suffrage universel supervisées par une commission indépendante. Vous briguerez un nouveau mandat avec la certitude d'être réélu. Car, vous le savez, vous êtes sûr que si d'aventure les hommes refusent de voter pour vous, les animaux sortiront de la brousse, se muniront de bulletins de vote et vous plébisciteront.»

## WIKILEAKS



La secrétaire d'État Hillary Clinton en compagnie du ministre des Affaires étrangères pakistanais, Mahmood Qureshi, lors d'une conférence de presse le 22 octobre dernier. La relation minée entre Washington et Islamabad est un exemple des problèmes de la mise à jour du double jeu de certains États, dans la mesure où la population pakistanaise considère les États-Unis comme l'ennemi juré des câbles reçus chaque année.

## Une réponse à l'opacité des gouvernements?

D'anciens ambassadeurs canadiens s'interrogent sur les conséquences de la mise à jour du double jeu de certains États

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — À entendre parler certains politiciens, on dirait que les mauvais génies de WikiLeaks sont à placer dans la même catégorie qu'al-Qaïda. Ils «ont du sang sur les mains», tonnent en chœur Sarah Palin et le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates. WikiLeaks devrait être désigné «organisation terroriste», affirme le représentant républicain Peter King. «Inconscient», blâme Hamid Karzaï. «Fuites irresponsables et déplorable», fustige le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon. Cet effeuillage mondial est-il vraiment le «ground zero» des relations diplomatiques comme certains l'ont évoqué? Les anciens diplomates canadiens sont eux-mêmes divisés sur la question. Si certains joignent leurs voix au concert de critiques, d'autres invitent à s'interroger sur les travers des démocraties ayant provoqué cette réplique citoyenne suprême.

Raymond Chrétien, ex-ambassadeur en France et aux États-Unis et aujourd'hui conseiller stratégique chez Fasken, considère comme «assurance dommageable» la publication sur Internet de milliers de câbles diplomatiques américains par WikiLeaks. Un des problèmes, c'est qu'elle a mis au jour le délicat double jeu de certains États. Il donne l'exemple de la relation entre Washington et Islamabad, dangereusement minée dans la mesure où la population pakistanaise considère les États-Unis comme l'ennemi juré.

«On a vu avec les câbles que la relation fonctionnait à deux niveaux: au niveau confidentiel, la relation entre les deux est extrêmement positive et les autorités pakistanaises se disent très proaméricaines; et il y a l'autre, offerte à l'opinion publique pakistanaise, où on se montre plus récalcitrant face aux États-Unis. Si vous lisez les journaux pakistanais ces jours-ci, vous verrez qu'ils en font tout un plat.»

N'est-ce pas justement cette hypocrisie que les militants de WikiLeaks ont voulu révéler en publiant sans pudeur les confidences diplomatiques? Michael Bell croit que oui. Lui qui a représenté le Canada en Jordanie, en Égypte et en Israël déplore ces fuites «contre-productives». En étalant sur la place publique la candeur dont doivent nécessairement se servir les ambassadeurs pour raconter avec justesse une situation, WikiLeaks et Julian Assange «compromettent la capacité des États de mettre en œuvre une politique étrangère nationale». Malgré tout, il dit comprendre pourquoi cette mégafuite s'est produite. Il en appelle à une plus grande ouverture des gouvernements.

«Les fuites de WikiLeaks constituent une réponse extrême à un besoin de savoir qui n'est pas satisfait à l'heure actuelle», explique M. Bell en entrevue avec *Le Devoir*. Les citoyens ont l'impression, avec raison pense-t-il, que leur gouvernement ne joue pas franc-jeu avec eux.

«Les organisations ont une tendance naturelle à conserver pour elles l'information, continue-t-il. Le résultat de cela, c'est par exemple le débat sur les prisonniers afghans. Il aurait été bien plus sain que le gouvernement canadien fasse un rapport régulièrement sur la situation en disant à la population: "Nous avons un défi avec le traitement des prisonniers, nous cherchons des solutions" plutôt qu'en disant comme il le fait: "Nous n'avons pas de preuve de torture, donc il n'y a pas de problème." C'est absurde! On traite à la légère le droit des citoyens de savoir.»

Cette tendance au secret, il la voit partout, notamment dans la gestion de la Loi d'accès à l'information. «Mon expérience, c'est que les documents sont souvent caviardés au nom de la sécurité nationale alors qu'il n'y a pas de réels enjeux de sécurité nationale. Il y a une tendance excessive au contrôle de l'information.»

Autre illustration de ce manque d'ouverture contre-productif, selon M. Bell, celui du jeune Omar Khadr. «Si le SCRS avait fait une sortie en disant: "Nous avons ceci sur Omar Khadr", cela aurait aidé sa cause. Quand on leur fait cette pro-

position, les services de renseignement s'y opposent toujours en invoquant la pente glissante, à savoir que, s'ils révèlent une chose, ils devront tout révéler. Je n'y crois pas. Les gens comprendraient qu'on ne peut pas tout dire si on en dit un peu.» Selon lui, cette culture du secret alimente les théories du complot. «Les gens veulent savoir et s'ils ne peuvent pas savoir, ils inventent!»

## Journalistes à cravate

Plusieurs des anciens ambassadeurs canadiens interrogés établissent un parallèle entre le travail de diplomate et celui de journaliste. Jacques Bilodeau, anciennement en poste en Belgique, au Luxembourg et au Sénégal, explique qu'un des «instruments de travail, c'est le système de confiance avec nos informateurs». «Que les informations qu'on reçoit puissent devenir publiques, cela mine le climat de confiance qui règne. C'est un peu comme les sources anonymes des journalistes.» Pour cette raison, il considère comme «très graves» les fuites entamées par WikiLeaks.

Gar Pardy, ex-ambassadeur en Inde et au Kenya, rappelle lui aussi que le risque est grand que ces fuites tarissent les sources d'information des diplomates. Il reconnaît que le diplomate est souvent utilisé, voire manipulé, par ses sources, qui lui parlent en ayant diverses motivations en tête. «Je dis souvent que c'est plutôt la diplomatie qui est le plus vieux métier du monde», lance-t-il au bout du fil en rigolant.

C'est justement pour cette raison que M. Bilodeau craint que certains câbles diplomatiques publiés, ou qui le seront sous peu, soient trompeurs. «En tant qu'ambassadeur, quand on envoie de l'information au central, on tente d'évaluer la crédibilité au mieux de nos capacités. Comme vous, les journalistes, on essaye d'avoir deux ou trois sources. Mais il arrive quelquefois que, même avec deux sources valables, le central exige que soit réexaminée notre information à cause d'autres informations en provenance de nos autres ambassades ailleurs dans le monde. À Ottawa, notre rôle est justement de mettre de l'ordre dans tout ce qu'on reçoit, en ayant une vue d'ensemble.» Bref, un câble venant d'un diplomate

en poste, pris isolément, pourrait donner une fausse impression de la conclusion que la maison mère a tirée à propos du pays étranger.

Gar Pardy met aussi en garde contre les détails croustillants qu'on a pu lire ces derniers jours sur les chefs d'État, que ce soit les comportements de mâle alpha de Vladimir Poutine ou les penchants de Mouammar Kadhafi pour les pulpeuses infirmières. Comme les journalistes, les ambassadeurs doivent redoubler d'imagination pour attirer l'attention de leurs patrons submergés sous les milliers de câbles reçus chaque année. «On tente de rendre nos câbles "sexy" pour s'assurer qu'ils sont lus!»

M. Pardy ne s'inquiète par ailleurs pas trop de ce qui a été révélé. Ayant lu plusieurs des câbles publiés jusqu'à présent, il estime n'avoir rien vu de bien nouveau ou de bien surprenant. Et l'intérêt n'ira qu'en diminuant, croit-il. «Il y a moins de 1000 câbles rendus publics jusqu'à présent sur 250 000. On peut penser que, lorsqu'ils ont fait leur choix des premiers câbles, ils ont choisi les meilleurs. Alors, on peut croire que les pires sont déjà sortis et que les autres auront moins d'impact encore.»

## Retour à l'oralité

Tous les autres ambassadeurs qui ont trouvé dangereuses les indiscretions de WikiLeaks ont parlé du risque de mettre en danger les sources des diplomates, par exemple les dissidents politiques. Mais aucun n'a été en mesure de nommer au *Devoir* un seul de ces cas. La crainte reste théorique. WikiLeaks s'est associée à cinq grands quotidiens dans le monde pour passer les câbles au peigne fin afin d'éviter ces situations. Certains câbles sont d'ailleurs caviardés.

Réplique citoyenne ou non au secret d'État, Raymond Chrétien estime que les fuites actuelles auront à terme l'effet contraire de celui souhaité. Au lieu de rendre le système plus transparent, elles le rendront plus opaque. Car à son avis, pour se protéger, la diplomatie aura davantage recours à l'oralité. Mais l'oralité a un prix, celui d'exclure bien des gens à la périphérie de la conversation. En plus de ne laisser aucune trace... «Les chefs de gouvernement n'ont pas nécessairement le temps de passer une heure avec leur ambassadeur aux îles Fidji. On ne peut pas toujours parler à tout le monde. Donc, le premier ministre sera moins bien informé.»

Le Devoir

## Des activistes québécois prennent la défense de Wikileaks

FABIEN DEGLISE

Cyberguerre au nom de la liberté d'expression. Près de 200 activistes québécois auraient pris part dans les derniers jours aux attaques informatiques lancées contre les détracteurs du site de coulage d'information Wikileaks et son créateur, Julian Assange. C'est du moins ce qu'a indiqué hier au *Devoir* un de ces pirates informatiques engagés, membre d'un groupe international baptisé Anonymous.

«Anonymous est préoccupé par la liberté d'expression, résume Philippe (prénom fictif). Notre militantisme vise à dénoncer les entraves à cette liberté et les cas de censure dont Wikileaks est victime actuellement.»

Cette semaine, les sites Web de PayPal, de Visa, de MasterCard, pour avoir bloqué l'accès à des sources de financement pour Wikileaks, tout comme le site du gouvernement suédois qui a mené Assange devant les tribunaux, ont été dans la ligne

de mire des Anonymous, qui agissent à travers le monde comme des cellules dormantes prêtes à se réveiller pour leur cause.

«Nous agissons sur une base individuelle», dit Philippe, qui déplore que les Anonymous aient été présentés jusqu'à maintenant dans plusieurs médias comme une armée à la solde du

## Le groupe d'«hacktivistes» Anonymous s'est fait remarquer pour des attaques informatiques lancées contre l'Église de scientologie et contre le réseau Fox News

fondateur de Wikileaks. Ce n'est pas le cas. Nous ne sommes au service de personne.»

Par le passé, ce groupe d'«hacktivistes» s'est fait remarquer pour des attaques informatiques lancées contre l'Église de scientologie ou encore contre le réseau de télévision ultra-conservateur Fox News.

Chaque fois, les Anonymous ont planifié leurs coups par l'entremise d'un programme libre de coordination de cyberattaque appelé LOIC (pour Low Orbit Cannon), que n'importe quel internaute peut installer volontairement dans son ordinateur pour augmenter la force de frappe des Anonymous. Cette méthode est jugée plus «propre» que les attaques organisées par «botnet», une technique qui consiste à prendre le contrôle d'un ordinateur à l'insu de son propriétaire pour attaquer un site Web.

Toutefois, peu importe la technique utilisée, l'attaque de sites Internet, au nom de la liberté d'expression ou pas, reste une activité illégale et punie par la loi au Canada.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

WIKILEAKS  
ATTAQUES

SUIVE DE LA PAGE B 1

La raison de leur défection était tant politique que technique. À la suite de cela, nous avons cherché un hébergeur plus à même d'assumer ces attaques. OVH a été un de ceux auxquels nous avons pensé, en raison de la réputation technique de son patron. Ce choix s'est avéré gagnant. Nous tenons désormais face aux attaques.

## Qui a lancé les attaques informatiques contre WikiLeaks?

Nous n'en savons rien. Et les attaques venaient de partout dans le monde. D'après ce que nous avons constaté, il s'agissait de «botnets»: des ensembles de dizaines de milliers d'ordinateurs infectés par un virus que son créateur peut utiliser pour lancer à distance des attaques de déni de service. Cela veut dire que ces attaques étaient des commandes, car il est possible de payer à l'heure l'usage de «botnets», mais on ne peut pas savoir qui était derrière l'attaque. Cela peut être une entreprise, un État, un particulier riche...

## Vous n'avez pas de soupçons?

On ne sait pas. À titre d'exemple, dans l'affaire Stuxnet (un virus informatique qui a visé des infrastructures nucléaires iraniennes), il a fallu des semaines à des experts pour conclure qu'il s'agissait vraisemblablement d'un État, avec une probabilité qu'il s'agisse d'Israël, sans pour autant exclure les États-Unis... C'est difficile de savoir, parce que presque tout le monde peut lancer une attaque DDoS.

## Depuis que le contenu de WikiLeaks a été copié sur des centaines de sites «miroirs» et que les attaques informatiques ne sont donc plus une menace directe pour l'accessibilité du site, quels autres éléments gênent l'activité de WikiLeaks aujourd'hui?

Après les attaques informatiques massives, nous faisons face à des atteintes qu'on appellerait «semi-juridiques». Des intervenants techniques de WikiLeaks nous ont fait faux bond. Par exemple, EveryDNS et Dynadot. Ce dernier nous fournit le nom de domaine *wikileaks.org* et a bloqué l'accès à son interface de contrôle. EveryDNS a pour sa part arrêté d'héberger le DNS du domaine et, concrètement, nous empêchait de choisir vers quel hébergeur pointe *wikileaks.org*. Pour se justifier, l'entreprise a invoqué l'importance des attaques informatiques qu'elle subissait.

La conséquence de tout cela, c'est que l'adresse *wikileaks.org* ne répond plus. C'est à partir de ce moment-là que des internautes ont parlé d'«infowar», de guerre de l'information.

Espérez-vous récupérer l'usage de l'adresse *wikileaks.org*?

C'est un problème juridique. Les avocats de WikiLeaks parlent en ce moment avec Dynadot et espèrent récupérer le nom *wikileaks.org* bientôt, mais sans certitude. Dynadot n'a pas souffert d'attaques informatiques, plutôt de frilosité. Cette frilosité a eu des conséquences et a contribué à ce qui s'est passé ensuite: la Banque postale suisse, PayPal, MasterCard ont bloqué les comptes.

## En quoi est-ce lié?

Dynadot a dit en substance: Nous, société privée, avons peur de l'État américain, donc nous coupons le service. Cela a donné de l'élan à d'autres structures pour suspendre également. Or, il n'y avait pas de plainte juridique contre WikiLeaks. Ce comportement ne doit pas rester impuni.

## L'incarcération de Julian Assange ne pose-t-elle pas un problème pour fonctionner?

Le seul problème est qu'avec l'absence de Julian, nous avons une force vive en moins. Et la quelle! À part cela, le reste de l'équipe travaille, presque comme d'habitude, si l'on peut dire: soutien de l'infrastructure technique, mise en ligne des câbles diplomatiques... Nous sommes plus d'une dizaine de personnes: informaticiens, mais aussi éditeurs de contenus, gestionnaires... Répartis dans plusieurs pays, nous communiquons par Internet avec des canaux sécurisés et, dans certains cas, nous connaissons surtout de l'autre le fuseau horaire dans lequel il se trouve. Il reste que ces derniers jours, nous avons un sujet de plus à traiter: les suites de la détention provisoire de Julian Assange au Royaume-Uni. Nous espérons qu'il nous revienne très bientôt.

## Comment voyez-vous la suite des choses?

La situation peut se calmer. Au niveau français, on note par exemple la différence entre le discours tenu il y a une semaine par Eric Besson et celui tenu ce jeudi par une autre ministre, Michèle Alliot-Marie (Eric Besson a souhaité que WikiLeaks ne soit plus hébergé en France). L'un était virulent au-delà de toute mesure et mal informé, l'autre plus posée et moins menaçante. Cette évolution est rassurante. Espérons que les autres pays suivent.

## WikiLeaks a diffusé sur Internet un fichier crypté appelé «Insurance», disant qu'il donnerait la clé pour le déchiffrer si WikiLeaks rencontrait trop de problèmes. Au vu de la situation de Julian Assange, le moment n'est-il pas venu?

Ce n'est pas le moment, à mon avis. Car Julian Assange est détenu, mais cela reste dans un cadre de droit, dans le déroulement de la justice. Il n'y a pas de raison actuellement de libérer ce fichier. Si on devait sortir de l'état de droit, si la situation de Julian Assange devait empirer, on pourrait être forcé de dévoiler ce fichier. Ce n'est pas une menace, mais une «assurance».

## Le fichier «Insurance» contient-il les 250 000 câbles diplomatiques sous forme cryptée?

Je ne peux pas le dire. Cela ne veut dire ni oui ni non.

Propos recueillis par Alexandre Piquard  
Le Monde

## Analyse sur la crise de la zone euro

## L'Europe brûle-t-elle?

Comme dans les années 1930, une crise venue d'Amérique a mis l'Europe en feu, et son système monétaire en péril. Ce qui est vexant est que le cœur de l'Europe, la zone euro, soit devenu le foyer de la crise, alors même que la monnaie européenne avait été conçue à l'origine comme un bouclier contre les déséquilibres monétaires internationaux.

DANIEL COHEN

La crise européenne a plusieurs causes, mais le paradoxe central qui l'habite peut être résumé ainsi. Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, du fait de la crise elle-même. Or ce qui détermine la solvabilité d'un État, c'est le poids des intérêts qu'il doit payer. Un pays dont la dette représente 100 % de son PIB et qui doit payer un taux d'intérêt de 2,5 % (le taux allemand aujourd'hui) doit consacrer 2,5 % de son PIB à la charge de ses intérêts, ce qui est tout sauf préoccupant. Encore ce calcul ne prend-il pas en compte l'inflation, qui réduit d'autant le fardeau. Comment comprendre alors la méfiance brutale à l'égard des pays de la zone euro?

Plusieurs réponses sont possibles, mais la plus simple est la panique. Inquiets, les marchés financiers ont fait croire les taux d'intérêt des pays vulnérables, créant ainsi ce qu'on appelle «une prophétie autoréalisatrice». Les taux d'intérêt s'élevant, le poids de la dette augmente, le risque de défaut aussi, ce qui pousse à nouveau les taux à la hausse... La dette, présente ou prévue, pèse soudain très lourd.

Le fait majeur est que les États européens dépendent plus que les autres du jugement des marchés financiers. Un pays comme le Japon, dont la dette s'élève à plus de 200 % de son PIB, dispose d'une base captive de prêteurs, les épargnants japonais. En Europe, un épargnant a le choix entre plusieurs dettes publiques, toutes libellées dans la même monnaie et qu'il peut acquérir d'un coup de clic, sans aucun risque de change. En Europe, le moindre soupçon concernant la solvabilité d'un État a des effets considérables: il lui ôte, au profit des autres, le rôle d'ancre qu'il joue ordinairement.

Comment faire face à ce problème? Un premier projet, préparé par le sommet franco-allemand de Deauville, à l'insistance de l'Allemagne, a été annoncé au sommet de Bruxelles du 29 octobre. Il prévoyait que les pays en difficulté puissent se tourner vers leurs partenaires européens

pour obtenir de l'aide, mais à condition que les prêteurs privés soient mis à contribution, en acceptant d'accorder un abandon de créances. Cela revenait à exiger que l'État qui demandait le soutien des autres soit préalablement déclaré en faillite...

Jean-Claude Trichet, qui a mené la charge contre l'accord de Bruxelles, rappelait très justement que les programmes d'ajustement du Fonds monétaire international se terminent le plus souvent de manière satisfaisante, sans faillite. Il plaiderait pour que cette présomption d'innocence s'applique aussi à l'Europe. À défaut, les États seraient condamnés à vivre sous le risque d'une crise permanente. Ce qui n'a pas manqué... Après le sommet

de Bruxelles, une nouvelle panique a été déclenchée, débouchant sur la tempête irlandaise.

Du coup, l'Europe a révisé sa copie. En même temps qu'elle négociait le plan irlandais, elle a annoncé une nouvelle disposition, déjà en vigueur pour les prêts du FMI. À l'avenir, les prêts accordés par un État à un autre auront priorité. En cas de crise, ils seront remboursés en premier, réduisant grandement le risque que le contribuable du pays prêteur soit mis à contribution. Une autre disposition oblige toute nouvelle émission de dette publique à inclure des clauses permettant une mise en faillite «ordonnée» des États en crise. À l'insistance de la France, la faillite ne sera pas déclarée automati-



Les drapeaux de l'Union européenne devant le siège de la Commission européenne, à Bruxelles

quement, mais au cas par cas.

L'idée de donner un statut privilégié aux créanciers publics n'est pas mauvaise en soi. Mais elle doit d'abord conduire les pays prêteurs à accorder des taux d'intérêt beaucoup plus faibles, dans la mesure où le risque de défaut devient quasiment nul pour ce qui les concerne. Ensuite, elle oblige à augmenter le volume de prêts publics, au moins le temps que la crise passe, car les créanciers privés, désormais «junior», deviendront beaucoup plus prudents. Faute de clarification en ces deux domaines, le nouvel accord de Bruxelles a augmenté la perplexité des marchés et, loin d'apaiser la crise, a fait craindre qu'elle ne se propage à l'Espagne, au Portugal et, qui sait? à l'Italie...

Que va-t-il advenir? Dès lors que la panique tend à prendre des proportions systémiques, il ne reste plus que la bombe atomique pour gagner la guerre: une intervention résolue de la Banque centrale européenne pour faire baisser les taux des pays en danger. Mais pour être efficaces, les ordres de grandeur des interventions devront être très supérieurs, d'un facteur 10 au moins, à ce qui a été fait jusqu'à présent. D'aucuns s'alarmeront des risques inflationnistes. Mais l'analogie avec les années 1930 serait alors parfaite: les hommes politiques de l'époque étaient tous préoccupés par l'inflation, alors que la déflation était à son comble.

Le Monde

Daniel Cohen est membre du conseil de surveillance du Monde.

## MÉDECINS

SUIVE DE LA PAGE B 1

de huit heures, donc le jeune médecin doit au minimum faire deux jours par semaine à l'hôpital. Tant qu'à en être là — et puisque les besoins sont là —, il finit par faire toute sa semaine à l'hôpital.

Certains jeunes médecins vont compléter leur pratique en faisant du sans rendez-vous. Très peu vont faire de la prise en charge — ce pour quoi ils ont pourtant été formés — en raison de la lourdeur de la tâche, qui est très difficile à concilier avec l'activité hospitalière, poursuit le Dr Godin. «On ne peut pas les blâmer. Ouvrir un bureau pour deux ou trois jours par semaine coûte sensiblement aussi cher que d'ouvrir un bureau à temps plein et apporte le même lot de tracasseries administratives.»

Pour l'AJM, l'affaire est entendue. Il est grand temps de régler la question des AMP pour que les quelque 3000 jeunes médecins qui en sont captifs puissent participer plus activement à la prise en charge en cabinet. Les gains financiers potentiels sont importants étant donné qu'une visite à l'urgence coûte de cinq à dix fois plus cher qu'une visite en cabinet. Les gains en santé le sont encore plus, ajoute le Dr Gladu, lui-même médecin de famille à Montréal et professeur à l'Université de Montréal. «Les patients suivis par un médecin de famille sont en meilleure santé. Ils sont donc moins souvent hospitalisés, ont moins de complications et consomment moins de médicaments.»

Dans le milieu médical, l'idée de s'attaquer de front aux AMP — proposition qui a longtemps été décriée — fait son petit bonhomme de chemin. En 2007, le Collège des médecins avait publiquement appuyé cette idée au lendemain de l'arrêt Chaoulli. «Nous n'insisterons jamais trop sur le fait que l'accès à un médecin de famille est un problème criant et qu'y répondre aurait un effet structurant sur l'ensemble du réseau de la santé.» Parmi les voies à explorer, le Collège citait alors «l'assouplissement des contraintes imposées aux médecins, particulièrement aux plus jeunes [...] comme les AMP.»

À l'AJM, plusieurs solutions sont envisagées. Celles-ci vont d'un nouveau partage plus équitable des AMP entre les 7800 omnipraticiens que compte le Québec jusqu'à leur abolition complète en passant par l'introduction d'incitatifs qui encourageraient les médecins à mener de front deux carrières, l'une à l'hôpital, l'autre en cabinet, explique le Dr Gladu. «Pour rendre plus attrayante une pratique qui combine cabinet et établissement, il faudrait prévoir un avantage, un bonus, qui permettrait de favoriser la

polyvalence parmi les médecins tout en évitant les interruptions de service dans les établissements.»

## Priorité à la prise en charge

Selon nos informations, la question des AMP aurait fait son petit bonhomme de chemin jusqu'à la table de négociation, qui réunit Québec et les omnipraticiens. Mais les négociations s'annoncent difficiles. «Les AMP ont été introduites pour éviter les interruptions de service dans les hôpitaux, et cela reste une priorité aujourd'hui», fait valoir Karine Rivard, l'attachée de presse du ministre de la Santé, Yves Bolduc.

À la FMOQ, cet équilibre délicat est aussi une priorité. «Vous comprenez que si je demandais à tous ces médecins-là de se consacrer aux soins dans la communauté, probablement que la pénurie en première ligne serait considérablement amoindrie, concède le Dr Godin. Mais j'aurais aussi d'autres problèmes, parce que probablement que les salles d'urgence ne fonctionneraient plus et qu'il n'y aurait plus assez de médecins pour accoucher les patientes, spécialement en dehors des grands centres.»

«L'organisation des soins est ainsi faite que je ne peux pas me passer des médecins de famille actuellement en deuxième ligne. Je n'ai pas 25 solutions. La seule façon de s'en sortir, c'est d'augmenter les effectifs», poursuit le président de la FMOQ. Mais pour cela, il faudra que le gouvernement Charest arrive à renverser la tendance actuelle voulant qu'on forme 55 % de spécialistes au Québec contre 45 % d'omnipraticiens.

La médecine familiale attire en effet de moins en moins d'étudiants. Au cours des quatre dernières années, le ratio n'a jamais dépassé les 40 %, laissant 250 postes de résidence en médecine familiale vacants. «Si j'étais capable d'atteindre les 50 %, ça voudrait dire que je pourrais avoir à peu près 430 postes en médecine familiale l'an prochain au lieu des 300 que j'ai eus cette année», illustre le Dr Godin. Ce n'est pas rien sachant que pour chaque médecin de plus, c'est grosso modo 1000 Québécois de plus qui sont pris en charge.

D'ici là, à défaut de pouvoir réduire la proportion du travail accompli dans les établissements, la FMOQ espère à tout le moins arriver à la stabiliser, mais, surtout, à changer les mentalités. «J'écoute le discours gouvernemental qui dit que la prise en charge, c'est la priorité, mais en même temps je constate que dans la loi qui dirige l'activité des médecins, la prise en charge n'est même pas considérée comme une AMP, sauf dans des circonstances exceptionnelles, déplore le Dr Godin. À mon sens, c'est une aberration, qui doit rapidement être corrigée.»

Le Devoir

## Le maso



MICHEL DAVID

Pendant des semaines, la ministre responsable de la Charte de la langue française, Christine St-Pierre, a soutenu que son projet de loi sur les écoles passerelles aurait pour effet de renforcer la situation du français au Québec.

Ce grossier sophisme s'appuyait sur d'autres éléments du projet de loi original. Pour dorer un peu la pilule, on y avait inclus des articles qui prévoyaient notamment une modification de la Charte des droits et libertés de la personne pour consacrer l'importance du français, ainsi que des dispositions relatives à son emploi dans les organismes municipaux.

En cours de route, le projet de loi a cependant été scindé, de sorte que ces articles ont été exclus du baïllon qui a été imposé à la mi-octobre. Hier, l'Assemblée nationale a ajourné ses travaux sans les adopter. Ils mourront tout bonnement au feuillement. «Ça va faire partie des travaux qui vont être proposés l'an prochain», a indiqué le premier ministre Charest. Cela semblait bien vague.

Il est vrai qu'il a d'autres chats à fouetter. Son *annus horribilis*, a-t-il dit. Le problème est que cela empire d'une saison à l'autre. L'automne a été plus éprouvant que le printemps dernier, déjà plus difficile que le précédent.

Dans quel état M. Charest sera-t-il en juin prochain? Il répète à qui veut l'entendre qu'il adore son travail, mais son opiniâtreté, qui peut sembler admirable à certains, commence à ressembler à du masochisme.

Il est vrai qu'il a d'autres chats à fouetter. Son *annus horribilis*, a-t-il dit.

Le problème est que cela empire d'une saison à l'autre.

Il s'est bien promis que la nouvelle année marquera un nouveau départ, mais les nuages s'accumulent déjà à l'horizon. Le rapport de la commission Bastarache ne devrait pas trop l'écorcher, mais il comptait quand même sur la dinde du temps des Fêtes pour en faciliter la digestion.

D'ici la fin janvier, la décision de la Régie du bâtiment concernant les entreprises de Tony Accurso trouvées coupables de fraude fiscale viendra rappeler à ceux qui l'auraient oublié que seule une enquête publique permettrait de démanteler un système qui semble dangereusement bien rodé.

Il est certainement frustrant pour M. Charest de constater que l'étonnante performance de l'économie québécoise au cours de la dernière année ne tempère en rien l'insatisfaction de la population. Dans ces conditions, le discours inaugural, sur lequel il mise énormément, risque d'être un coup d'épée dans l'eau.

Maintenant que les prévisions de croissance doivent être révisées à la baisse, la problématique budgétaire va encore se compliquer. Personne ne croit sérieusement à la possibilité d'abaisser le rythme de l'augmentation des dépenses sous la barre des 3 %.

Ces derniers temps, on a eu l'impression de revivre les heures difficiles du premier mandat, alors que le gouvernement semblait déterminé à mécontenter une clientèle après l'autre. Après l'éruption de colère des producteurs agricoles au récent congrès de l'UPA, les étudiants et les syndicats ont claqué la porte du Sommet sur le financement des universités. Qu'est-ce que ce sera quand il faudra réellement dégraisser?

Il est vrai que l'Assemblée nationale est une bulle qui ne reflète pas toujours fidèlement l'état d'esprit de la population, mais l'acrimonie grandissante qui caractérise ses débats laisse penser que le climat social pourrait aussi se détériorer.

Il faut maintenant prendre garde aux étincelles. Un débat comme celui sur le gaz de schiste peut devenir très explosif. Clairement, le gouvernement ne se résoudra pas à imposer un moratoire, mais il compte beaucoup sur les audiences du BAPE pour le sortir de l'impasse. S'il recommandait, par exemple, de s'en tenir à un petit nombre de projets pilotes, on lui serait très reconnaissant.

Même si le projet d'un nouveau parti politique de centre droit dirigé par François Legault semble mort-né, les libéraux tablent sur les débats au PQ pour détourner les projecteurs. Les récents rebondissements de l'affaire Michaud démontrent que sa cohésion demeure fragile, même si la victoire à l'élection partielle dans Kamouraska-Témiscouata a certainement consolidé le leadership de Pauline Marois.

M. Charest ne manquera certainement aucune occasion de semer la zizanie au PQ. Hier, il a cherché à opposer Mme Marois à Gilles Duceppe sur l'initiative discutable du Réseau de résistance des Québécois, qui a diffusé sur Internet les coordonnées des gros contributeurs à la caisse libérale et les a ouvertement désignés comme «cible».

Le premier ministre serait également ravi que Stephen Harper ait l'idée d'appeler les Canadiens aux urnes tôt en 2011. Il a récemment souhaité que la prochaine campagne soit l'occasion de poursuivre le débat sur la lutte contre les changements climatiques. Asticoter Ottawa est toujours rentable et l'environnement est probablement le seul dossier autour duquel le premier ministre peut encore rassembler les Québécois.

S'il arrive à distraire l'opinion publique temporairement, M. Charest ne peut cependant plus espérer que le mouvement en faveur d'une enquête publique s'essouffle de lui-même. Il doit vraiment craindre ce qu'on pourrait découvrir pour courir ainsi au-devant des problèmes.

m david@ledevoir.com

# ÉDITORIAL

## Gouvernement Charest

### Une «annus horribilis»

L'Assemblée nationale a mis fin hier à sa session d'automne. Le climat a été moins tendu et les travaux des députés ont été plus productifs qu'à la session du printemps. Néanmoins, les relations demeurent difficiles entre l'opposition et le gouvernement Charest, dont tous les efforts pour retrouver la confiance des Québécois demeurent vains. Bilan de cette «annus horribilis» pour le Parti libéral.

**L**y a quelques jours, on célébrait le deuxième anniversaire de la réélection du gouvernement Charest. Célébrer est un bien grand mot, car l'anniversaire a été passé sous silence par les libéraux eux-mêmes, qui préféraient faire oublier que le 8 décembre 2008 ils avaient recueilli 42,08 % des suffrages alors qu'aujourd'hui les sondages ne leur accordent plus guère que 28,30 ou 32 % des intentions de vote selon les mois. Quant au taux d'insatisfaction, il a atteint 75, voire 78 % ces derniers mois, ce qui a conduit à leur défaite spectaculaire lors de la complémentaire dans Kamouraska-Témiscouata.

Dans la tempête, Jean Charest essaie de garder le cap. Hier encore, il invitait à le juger sur les résultats de son mandat. Mais force est de constater que, s'il fait bien certaines choses et qu'il essaie de répondre aux attentes des Québécois, en environnement ou en matière de finances publiques par exemple, par contre, sur le sujet qui préoccupe tous les Québécois, il agit à contretemps. Ce sujet est celui de la corruption et de la collusion dans l'industrie de la construction, et il a été débattu presque tous les jours à la période de questions à l'Assemblée nationale.

La gestion que fait le gouvernement Charest de cette question est essentiellement réactive. Chaque fois que de nouvelles révélations surviennent, il pose un geste. C'est ainsi qu'il a créé l'escouade Marteau, qu'il lui a octroyé des budgets supplémentaires, qu'il a lancé l'idée d'une escouade permanente. Tout

pour ne pas faire d'enquête publique, seule façon pourtant d'exposer publiquement les systèmes de corruption qui se sont mis en place. Les enquêtes policières conduiront éventuellement à des condamnations, mais elles ne jetteront aucun éclairage sur les dessous de ces systèmes. On l'a compris cette semaine lorsque les entreprises de Tony Accurso, Louisbourg Construction et Simard-Beaudry, se sont octroyé un droit au silence en reconnaissant immédiatement leur culpabilité à des accusations de fraude fiscale.

L'improvisation avec laquelle le gouvernement libéral traite ce dossier laisse croire en l'absence de réelle volonté de s'attaquer à la corruption avec toute la vigueur nécessaire. Est-ce pour se protéger contre les retombées possibles d'une enquête sur le gouvernement et le Parti libéral ou par simple manque de conviction? Il y a lieu de s'interroger sur les valeurs qui animent ce parti quand on voit qu'il vient enfin de concourir à l'adoption cette semaine d'une loi sur la création d'un poste de commissaire à l'éthique à l'Assemblée nationale. Il s'agissait là d'une promesse faite en 2002. Pour y arriver, il aura fallu sept ans et la pression d'une opinion publique choquée par l'accumulation des scandales. Pourquoi donc avoir attendu que le feu soit pris, comme si la nécessité d'un code de déontologie ne valait par elle-même?

Il reste deux ans au gouvernement pour être jugé sur ses résultats. Il doit cependant comprendre qu'au-delà d'un bon gouvernement qui s'occupe d'économie, les Québécois veulent un gouvernement qui a des valeurs et des principes éthiques. Or cela reste encore à démontrer.

## Manifestations au Royaume-Uni

### Le désert

**L**es étudiants britanniques étonnent. Plutôt beaucoup que peu, car en plus d'étonner, ils inquiètent. Réputés jusqu'ici pour être plus calmes que leurs camarades du continent, voilà qu'ils ont envahi certaines rues de Londres, de Manchester, de Leeds et d'autres villes où ils ont affronté les forces de l'ordre avec un ardeur jamais vue depuis les manifestations contre la «poll tax» de Margaret Thatcher. Ils sont outrés. Ils sont très remontés contre un gouvernement qui vient de commander la multiplication par trois des droits de scolarité tout en annonçant une réduction des budgets. Dit autrement, on sale la note d'un côté et on soustrait les services de l'autre.

Ils inquiètent parce qu'ils n'ont pas obéi. Aux avertissements de la police? Non, aux syndicats étudiants qui, comme c'est très souvent le cas au royaume de Sa Majesté, n'avaient pas appelé leurs membres à arpenter les artères londoniennes et d'ailleurs. Ils inquiètent enfin parce que ces manifestations, qui se doublent de l'occupation d'une trentaine d'universités, ont révélé un phénomène sociologique bien en phase avec la mondialisation, la mobilité des personnes: les plus radicaux comme les plus expérimentés en la matière s'avèrent des étudiants... européens non britanniques.

Dans leur combat, ils ont le soutien des classes moyenne et populaire, qui réalisent, non sans effroi d'ailleurs, l'étendue comme la brutalité des coupes décidées par le gouvernement de coalition. Adoptée en plein automne, la cure budgétaire concoctée par le premier ministre Dave Cameron et son ministre des Finances George Osborne a eu des effets immédiats dans tous les coins et recoins de l'État.

Des bibliothèques municipales ont été fermées ou le seront. Idem avec des piscines, des agences gouvernementales, des prisons, l'aide juridique, des centres communautaires, des centres d'orientation professionnelle, des centres d'aide aux jeunes, etc. En clair, Cameron ayant décidé de ne pas faire dans la dentelle, on assiste à un laminage, aussi ample que profond, de l'appareil d'État.

On ferme d'un côté et on coupe le robinet inhérent à la circulation des allocations en espèces. Pour faire bref, on réduit les crédits accordés aux chômeurs comme aux handicapés tout en haussant le prix du train. L'amputation tous azimuts va si loin que l'un des membres de la famille politique de Cameron, le maire conservateur de Londres, est allé jusqu'à craindre «un nettoyage social du type Kosovo». C'est dire! Pour sa part, Oxfam prédit que des milliers de Britanniques vont basculer dans la pauvreté.

Même l'hebdomadaire *The Economist*, qu'on n'a jamais soupçonné de dérive gauchiste, a jugé que ce budget est en réalité un «pari à haut risque». Le pari? La croissance économique comblera le tout. C'est à se demander si Cameron n'est pas en train de transformer le 10 Downing Street en désert des Tartares.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

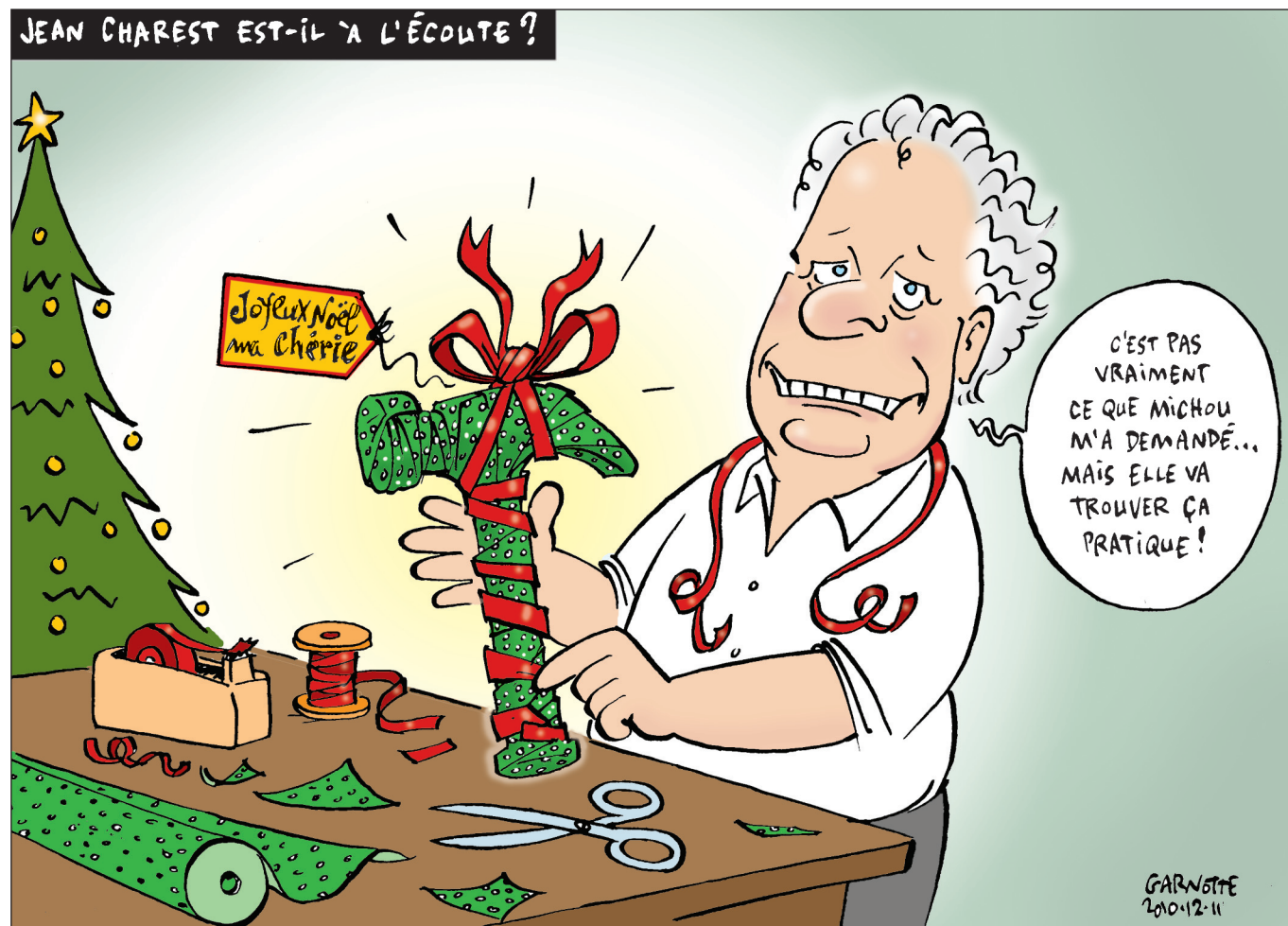
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



BERNARD DESCÔTEAUX

## LETTRES

### BAnQ et le patrimoine archivistique québécois

Les doutes qui ont été émis sur la capacité de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) à conserver le patrimoine archivistique québécois amènent le Réseau des services d'archives du Québec (RAQ) à réagir. On peut certes être choqué par le vol et la perte d'importants documents d'archives au fil des siècles. On peut aussi déplorer que notre institution nationale ne dispose plus de budget d'acquisition.

Toutefois, il nous apparaît important d'affirmer haut et fort que BAnQ fait un travail essentiel et exceptionnel en matière de conservation et de diffusion des archives du Québec et que son personnel qualifié et compétent y est pour beaucoup. Qui conserve de façon appropriée et rend accessible, entre autres, les précieux fonds des notaires de la Nouvelle-France, des cartes exceptionnelles de l'Amérique du Nord, les fonds de nos premiers ministres québécois, d'auteurs et d'artistes reconnus tels que Gaston Miron et Paul Buissonneau ou encore le testament de Chevalier de Lorimier? Le contexte dans lequel œuvre

notre institution nationale est difficile, mais on ne peut certainement pas mettre en doute sa capacité et sa volonté d'agir à titre de gardienne de la mémoire archivistique du Québec.

Mario Robert

Archiviste et historien, président du Réseau des services d'archives du Québec

Le 10 décembre 2010

### Monsieur le maire, c'est quoi la raison cette fois-ci?

J'aimerais qu'on m'explique. La semaine dernière, on apprend que les propriétaires fonciers de Montréal allaient voir leur compte de taxes augmenter pour permettre de continuer d'offrir un bon service aux Montréalais. On apprenait également que les tarifs de transport en commun allaient augmenter, encore une fois, pour nous offrir un meilleur service!

Lundi soir, première chute de neige importante, quelques centimètres. Je sors du cinéma Quartier Latin vers 21h30 (ça fait tout de même quelques heures qu'il neige!) et oups! Surprise, pas la moindre trace de chenillette sur le trottoir, ZERO déneigement sur Saint-Denis. Idem pour la Sainte-Catherine, et

tout le Quartier des spectacles.

Et après, on viendra se plaindre du manque d'achalandage au centre-ville! Il me semble que s'il y a un quartier qui doit être déneigé rapidement et où les trottoirs doivent recevoir des abrasifs en priorité, c'est bien le Quartier des spectacles, non?

Ça sera quoi l'excuse, cette fois-ci? Pas l'ignorance d'une tempête imminente tout de même! Ne me ressortez surtout pas celle entendue la semaine dernière par un de vos représentants: «On a besoin d'un certain temps pour mobiliser nos équipements, on peut pas être partout en même temps, il y a 1680 km de rues à déneiger!» Holà, je vous parle du Quartier des spectacles, pas du quartier des raffineries! N'allez pas me dire non plus qu'il faut attendre qu'il y ait moins de monde sur les trottoirs, on pourrait la trouver drôle.

Dites-nous donc que vous n'êtes tout simplement pas organisés pour que vos citoyens aient vraiment les services que vous leur promettez depuis des lunes! Ça coûte combien faire sortir vos employés en pleine tempête de neige? A moins qu'il n'y ait une clause de la convention qui l'interdise!

Normand Bélisle

Montréal, le 6 décembre 2010

## REVUE DE PRESSE

### Quatre hommes, quatre questions

Manon Cornellier

**L**a fin de la session parlementaire approche, ce qui donne lieu aux traditionnels bilans de fin d'année.

Cette semaine, deux chefs ont passé sous la loupe. D'abord Stephen Harper qui, dans un texte de Lawrence Martin publié sur le site iPolitics, est présenté comme quelqu'un qui a réussi, malgré son statut minoritaire, à transformer en profondeur le gouvernement fédéral et la démocratie parlementaire canadienne. En fait, à «prendre le contrôle de l'infrastructure du pouvoir». Au point où Martin le décrit comme un «titan». Selon le journaliste, ce ne sont pas tant les politiques adoptées par Harper qui ont changé les choses que sa façon de faire la politique et de gouverner. Le centre de gravité de l'échiquier politique a bougé, et la concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif a atteint des sommets inégalés. Ainsi, la bataille politique ne se fait plus entre deux partis du centre, mais entre un parti franchement à droite et un autre plus au centre. Harper a aussi changé le système en diminuant le pouvoir des contre-poids traditionnels. La bureaucratie et la diplomatie se mêlent moins d'élaboration de politiques pour se limiter à une fonction mise en œuvre. Les comités parlementaires sont dysfonctionnels. Des fonctionnaires du Parlement et nombre d'organismes, de commissions et d'agences ont vu leur indépendance attaquée. Les communications gouvernementales sont contrôlées par le bureau du premier ministre et le Conseil privé. Il a profité de la richesse de son parti pour attaquer ses adversaires. Ses admirateurs disent que ce sont ces méthodes qui lui ont permis de rester au pouvoir pendant cinq ans. Ses détracteurs répondent que ce sont ces mêmes méthodes qui le privent d'une majorité. Dans l'opposition, Harper préconisait des changements par petites

touches, note Martin. Si c'est ce qu'il a servi aux Canadiens jusqu'à présent, à quoi ressembleront ses grands projets?, se demande-t-il en conclusion.

#### Vis-à-vis

Le chef libéral Michael Ignatieff l'a moins facile. Comme l'écrit Susan Riley, du *Ottawa Citizen*, le souhait secret des libéraux en cette fin d'année, selon un sondage, est d'avoir un nouveau chef. Mais l'immence d'une élection rend ce rêve impossible, et rien ne dit que le problème d'anémie du parti serait réglé. Pour les électeurs de la gauche, par contre, la situation est urgente car on craint les effets qu'aurait sur le pays une éventuelle victoire majoritaire conservatrice. Mais lorsqu'ils se tournent vers les libéraux, ils voient un chef qui acquiesce dans le dossier afghan et qui défend les sables bitumineux. Le portrait n'est pas complet ni juste, mais Ignatieff n'arrive pas à séduire l'électorat, même si, sur papier, il a ce qu'il faut pour ressembler à un premier ministre. C'est un homme du monde, éduqué, s'exprimant bien, mais il lui manque ce que «le nouveau maire de Toronto a en abondance, la cohérence et la conviction», écrit Riley. Elle convient qu'il faut être souple et intelligent pour gouverner, mais que pour gagner les élections, il faut pouvoir présenter les choses simplement et avec authenticité. La crédibilité du chef est capitale. Ignatieff donne encore trop l'impression qu'il ne fait que réfléchir alors qu'il a pris des positions claires au cours des derniers mois. Il a défendu le registre des armes à feu, s'est opposé à l'achat sans appel d'offres d'avions militaires et au projet de loi des conservateurs sur le trafic de migrants. Il a aussi proposé un programme pour les aidants naturels. Le problème, c'est que d'autres positions et certains silences occupent le devant de la scène. Il y a l'Afghanistan, mais aussi

l'absence de politique claire sur les changements climatiques. Par conséquent, on attend toujours le décollage.

#### Qui parle?

En journalisme, l'éditorial est considéré comme la position de l'éditeur. C'est d'ailleurs pour cela qu'en anglais, il ne porte aucune signature. Faut-il par conséquent comprendre que Quebecor et son grand patron, Pierre Karl Péladeau, assimilent l'enchâssement du bilinguisme dans la Constitution canadienne à une forme de discrimination infligée à l'ensemble du pays? C'est pourtant ce qu'affirme un éditorial publié jeudi dans les cinq plus gros journaux de SunMedia, propriété de Quebecor. On y félicite en particulier les sénateurs conservateurs pour bloquer le projet de loi du néodémocrate Yvon Godin exigeant que les juges de la Cour suprême soient non pas bilingues, comme l'affirme le texte, mais capables de comprendre suffisamment l'autre langue officielle pour suivre une plaidoirie sans l'aide d'un interprète.

#### Même au Canada anglais

Jean Charest ne peut s'en sauver. Même au Canada anglais, on veut qu'il parte. William Johnson l'a écrit dans le *Globe and Mail*, et Tasha Kheiriddin, dans le *National Post*. Ayant côtoyé Charest au sein du Parti conservateur, Kheiriddin ne le prend pas à la légère quand il dit qu'il veut rester. Selon elle, c'est dans sa nature de batailler et de tenir son bout. «Mais le leadership, ce n'est pas seulement d'allumer le flambeau, c'est aussi de savoir le passer.» Et s'il tient à son pays, ajoute-t-elle, il vaudrait mieux qu'il laisse la place à un fédéraliste maintenant plutôt qu'à son adversaire péquiste lors des prochaines élections.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## Le déclin prévisible de Facebook

HERVÉ FISCHER

Président de la Fédération internationale des associations de multimédia et auteur du Choc du numérique (VLB, 2001)

Qui oserait nier aujourd'hui l'importance des médias sociaux? Ils nous apparaissent comme des incontournables, que la contamination virale nourrit sans cesse. Nous coupons entre Myspace, Youtube, Facebook, Classmates, Twitter, etc., anxieux d'être présents partout. Le fondateur de LinkedIn (70 millions d'utilisateurs), Reid Hoffman, a affirmé que «Myspace, c'est le bar, Facebook, c'est le barbecue au fond du jardin, et LinkedIn, c'est le bureau».

Et ces médias sociaux se sont multipliés: Flickr, Myheritage, Trombi, Last.fm, Plexo aux États-Unis, Viadeo en France, Xing en Allemagne, Jobsip en Espagne, Renren Xiaonei en Chine (une imitation de Facebook qui se traduit ainsi: les gens sur le campus), et même en Afrique, sur téléphone mobile, iYam.mobi, lancé par Fritz Ekwoje.

Facebook lui-même, qui a juste six ans d'existence, semble augmenter son nombre d'utilisateurs d'un million par trimestre, à en croire les chiffres farfelus et non vérifiables qui sont annoncés, atteignant les 600 millions en cette fin de 2010. Un Canadien sur deux s'y serait inscrit, au point où l'on parle du Canada «as a Facebook Nation». Et ses revenus, de près de 635 millions en 2009, devraient atteindre le milliard pour 2010.

Selon l'Institut américain Hitwise, Facebook pourrait se prévaloir de 3 % de visiteurs uniques de plus que Google et de plus de pages vues. Simultanément, l'annonce du réseau Google me est encore une fois reportée. Facebook constituerait, dit-on, 25 % du trafic d'Internet aux États-Unis.

## Effet de mode

Alors que le désir de socialiser, tout comme le sentiment de solitude de nos masses individualistes, ne risque pas de diminuer, comment peut-on annoncer aujourd'hui le déclin prévisible de Facebook? Il y a bien des raisons à cela.

Facebook est d'abord un réseau d'adolescents en quête d'amis — c'est devenu une sorte de compétition d'en afficher toujours plus —, et comme tous les engouements auxquels s'identifient successivement les générations de jeunes, avec des modes vestimentaires, des groupes musicaux ou des danses, la génération Facebook va vieillir et passer la main. On entend déjà de plus jeunes déclarer que «Facebook, c'est plate!».



CHRISTIAN TIFFET LE DEVOIR

Nous observons la même éphémérité dans la succession des modes pour les outils numériques. Ainsi, les montres digitales, qui avaient envahi à juste titre le marché, en sont quasiment disparues aujourd'hui. La mode est revenue aux grandes aiguilles sur de larges cadrans. On ne parle quasiment plus du jeu Second Life, qui avait tant de succès il y a trois ans, avec sa spéculation foncière, et qui battait sa propre monnaie, convertible en dollars. Chacun voulait y créer son avatar, tandis que les grandes institutions et les multinationales y investissaient pour ouvrir des vitrines et des commerces.

## Manque de confiance

Malgré le goût actuel pour la transparence et l'authenticité, les réseaux d'amis tels que Facebook provoquent de plus en plus de méfiance. Il est vrai qu'en exhibant ainsi leur vie privée, beaucoup de jeunes se fichent ingénument eux-mêmes, et que ces

données personnelles sont aussitôt utilisables, pour le meilleur et pour le pire. Une enquête récente menée par l'Iglo, une agence française d'analyse des comportements des consommateurs, révèle que 80 % des internautes n'ont pas confiance dans la politique de confidentialité des médias sociaux qu'ils utilisent.

Dans le cas de Facebook, le plus en vue, de nombreuses polémiques ont obligé ses dirigeants à reculer et à faire d'apparentes concessions. Il n'en demeure pas moins qu'il est compliqué d'en sortir et que, si vous y parvenez, le site vous «rassure» en vous indiquant que si vous changez d'avis et voulez plus tard vous réinscrire, vous y retrouverez aussitôt toutes les données personnelles que vous y avez mises — celles que précisément vous venez d'essayer d'effacer définitivement pour protéger votre vie privée et votre avenir! Ces deux faces de Facebook, l'une de gentille convivialité, l'autre d'exploita-

tion commerciale sournoise de ces données privées, sont terriblement contradictoires.

## Contradictions

Tim Berners-Lee, l'inventeur du Web, voici juste 25 ans, vient de publier une mise en garde insistante sur le «caractère fermé» de la plateforme Facebook. Nous ajouterons que malgré l'annonce récente de Facebook d'offrir désormais un mode d'échange facile, rapide et convivial, qui allait rendre obsolète le «vieux courriel», ce réseau n'offre guère d'innovations sur le plan de ses fonctionnalités. En outre, il manque de profondeur, se consacrant à des échanges superficiels et sans contenus.

Je vois mal, enfin, comment cette plateforme surmontera encore longtemps la contradiction évidente entre les relations naïves d'adolescents et les usages adultes corporatifs ou professionnels, tels que les campagnes politiques, commerciales, humanitaires, les débats littéraires, scientifiques, historiques, universitaires, etc. Voilà encore deux faces de Facebook qui ne s'accordent pas. Les clientèles ne sont pas les mêmes, les activités non plus, et cette plateforme est manifestement trop large pour ne pas apparaître bientôt fragile et non pertinente.

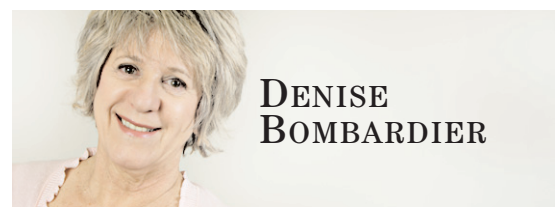
En outre, l'abus commercial constamment menaçant de l'exploitation des données personnelles, qui incite beaucoup d'utilisateurs à quitter Facebook, a suscité une initiative alternative, celle de Diaspora à New York, en mai 2010, qui propose une plateforme en logiciel libre avec code source ouvert, permettant à tous les usagers de contrôler les orientations, les politiques et les usages du site.

## Segmentation

Les médias sociaux ne disparaîtront certainement pas, mais ils vont se segmenter davantage, pour mieux répondre à des besoins plus spécifiques de groupes plus définis. Et dans la lutte entre les empires numériques Microsoft, Google et Facebook, c'est ce dernier qui est manifestement le plus fragile, malgré l'excès de ses succès actuels, ou plutôt à cause de cet engouement superficiel et non structuré. Les communications sans contenu sont comme l'eau, qui se répand successivement en vases communicants.

Autre métaphore: les contaminations virales sont comme les bancs de poissons ou les volées de perroquets, elles se déplacent rapidement et en bloc. L'avenir prochain de Facebook est plus qu'incertain. Entraîné par son succès, on ne voit pas comment il pourrait se reconfigurer en ciblant mieux ses objectifs et ses fonctionnalités avant de perdre les faveurs de la prochaine vague d'adolescents et des usagers adultes qui s'y sont accrochés.

## Humeur de fin d'année



DENISE BOMBARDIER

Les lecteurs assidus de cette chronique auront noté que l'usage du «je» ne m'est pas fréquent. J'ai fait mes classes en journalisme à Radio-Canada, qui pratiquait à cette époque faste de l'information un puritanisme, disparu depuis, où le «je» était interdit. Au nom de ce qu'on appelait l'objectivité, le «on», le «nous», voire «l'opinion publique pense que», étaient les mots dont on usait pour parler aux téléspectateurs et à nos invités. J'ai intégré cette culture qui m'a longtemps permis de garder la distance critique sans laquelle le contenu de la question est inévitablement teinté de sa propre opinion.

Depuis que je suis passée de l'entrevue au commentaire éditorial, j'ai, en partie, délaissé cette pratique, ne serait-ce que pour assumer les idées que j'exprime et défends. J'ai longtemps hésité avant d'écrire cette chronique, mais des injures, des propos offensants, des interprétations erronées de mes textes provoquent en moi un ras-le-bol et m'incitent à réagir avec ma plume, car j'écris encore tous mes textes à la main, une coquetterie jurassique qui m'enchant.

J'en ai ma claque de tous ceux qui, faute d'arguments à m'opposer, m'invitent à prendre ma retraite, façon de me prévenir qu'ils ne m'envoieront pas de couronne de fleurs à ma mort. Ce n'est pas en faisant disparaître le contradictoire que l'on fait avancer le débat, et il n'existe pas une telle chose qu'un intellectuel à la retraite. La réflexion, le partage du doute, des inquiétudes, des convictions, la recherche, somme toute, d'une certaine compréhension des enjeux et des phénomènes sociaux n'est pas une activité limitée à une étape de la vie. On radote à tout âge, on vit dans la confusion de pensée, vieux ou jeune, on se complait dans l'aveuglement idéologique à 30, 40 ou 80 ans. La vieillesse n'est pas limitée au vieil âge quand il s'agit d'évaluer la vigueur intellectuelle.

Je suis offensée par ceux qui n'ont de cesse de m'accuser de «cracher» sur le Québec du haut d'un piédestal en jugeant mes compatriotes, desquels je m'exclurais. J'ai choisi depuis longtemps déjà de déplaire plutôt que de pratiquer la complaisance et la flatterie, ces formes insidieuses du mépris de l'autre. Il est douloureux parfois d'être Québécois. S'il m'arrive d'irriter les lecteurs, ils doivent savoir que je suis triste moi-même d'avoir à écrire certaines vérités déplorables.

Comme tant d'autres, enfermés dans une solitude, je déplore la négation de la culture qui a construit le pays, y compris son passé religieux. Je me déssole de l'acharnement à détruire par la dérision, des comportements iconoclastes et un déni du réel ces institutions qui sont nôtres et sans lesquelles nous ne pourrions jamais revendiquer un pays, si telle est la volonté du peuple souverain. Je m'indigne de la dégradation de la langue qui n'a rien à voir avec les inventions langagières, mais qui indique une absence de respect pour le français et un relâchement incompatible avec la fierté dont on se gargarise. D'ailleurs, la pauvreté du vocabulaire et l'ignorance du sens des mots se vérifient dans la difficulté d'analyser un texte et de l'interpréter. On ne dira jamais assez à quel point la culture actuelle favorise la confusion intellectuelle. On ne veut pas entendre et comprendre l'idée de l'autre, on veut avoir raison. Et dans le même souffle, on prétend être affranchi des dogmes et l'on crache sur l'Église du haut de la chaire d'une des religions laïques à laquelle on adhère désormais.

Rien n'est plus humain que le désir de reconnaissance par les nôtres. C'est pourquoi les accusations de mépris du Québec que j'ai passé ma vie à défendre à la grandeur de la francophonie me sont une injure. Et quoi de plus inquiétant que ces gens qui s'érigent en juges du degré acceptable d'amour et d'attachement pour le peuple dont ils se croient eux, les purs représentants?

D'ailleurs, ces mêmes Québécois portent aux nues les dissidents de pays étrangers, ces intellectuels qui seuls contre tous, à leurs risques et périls, affrontent les pouvoirs, dénoncent leurs sociétés et subissent ainsi la vindicte officielle. J'émetts des doutes sur une pétition à la mode, je rappelle le respect dû à la fonction de premier ministre et l'on m'accuse de coucher littéralement avec le pouvoir. Bel argument dont on use seulement à l'endroit de la femme journaliste. Bien sûr, cliquer sur une souris dans le confort de son bureau est un acte audacieux aux retombées personnelles risquées et bloguer sur Internet en se rebaptisant «le patriote» ou «xyz» est un acte héroïque, n'est-ce pas?

À tous ceux qui m'invitent à tirer ma révérence, j'annonce qu'ils risquent de s'étouffer d'impatience. À ceux qui me font des procès d'intention, qui affirment, par exemple, que je ne comprends rien à l'éducation parce que je n'aurais pas d'enfant, ou aux jeunes qui croient que je les hais simplement parce que je déplore qu'on les ait rendus orphelins de la mémoire collective, je dis: «Retournez aux textes et faites vos devoirs.» Et à ceux qui voudraient me retirer symboliquement ma citoyenneté, je réponds: «Vous allez me trouver sur votre route.»

Je respecte mes lecteurs, je déteste l'obséquiosité populiste et rien n'est plus réjouissant pour moi que d'être confrontée par des contradicteurs intellectuellement redoutables. Ces derniers, je les appelle de mes vœux.

## Le voyage au Canada

Le 30 novembre dernier, des artistes ont convergé vers Ottawa pour dénoncer le projet de loi C-32, dont l'objectif est de réviser la Loi sur le droit d'auteur. À Luc Plamondon, qui a participé à l'expédition, cela a inspiré ce poème.

LUC PLAMONDON

Auteur compositeur

Nous avons fait un beau voyage à Ottawa  
Main dans la main, cœur sur la main  
Toute la famille était là  
Je me sentais comme un parrain!

Nous étions cent, plutôt cent vingt

Toutes générations sur le même pied  
Tous styles et tous genres emmêlés  
Trois autobus c'était pas trop  
On aurait pu remplir un train

Ah! mes amis qu'on était bien!

On était partis de bonne heure  
De bonne heure et de belle humeur  
Cinq décennies de chanteurs  
D'auteurs et de compositeurs

Dont votre humble serviteur

De Stéphane Venne à Stéphane Archambault

De Charlebois à Yann Perreault  
De Raoul Duguay à François Cousineau  
D'Adamus, de Dumas à Lapointe le Pierrot

Ah! mes aïeux, que c'était beau!

De Michel Rivard à Richard Séguin  
De Chinatown, Chenart à Beast et aux  
Vulgaires Machins  
Deschamps, Petit, Bruno, Bori, Biz, Robidoux,  
Robinson  
Tous compagnons de la chanson

Ah! mes aïeux que c'était bon!

De voir la Marie-Denise avec la Marie-Mai  
La Juster avec la Forestier  
La Thalie, la Dufault, l'Ariane, la Jorane,  
la Florence K  
Elles étaient là toutes les divas

Toutes les divas, sur le même la

Et nous filons dans le matin  
Légers comme un vol d'oiseau  
Même si dehors y mouille à siau  
Le temps est bon, le ciel est beau

Main dans la main, cœur sur la main

Dans le grand chaîne de la vie  
Le grand Lévesque, le grand Vigneault  
En pensée nous soufflaient ces mots  
«Ma chanson ce n'est pas ma chanson  
c'est ma vie»

Ah! mes aïeux que c'était grand!

Dans les tribunes du Parlement  
De nous entendre huer comme des enfants  
Jusqu'à déclencher l'alarme à feu  
Et se faire évacuer des lieux

Ah! sacrement qu'on était bleus!

Car du côté conservateur  
Monsieur Moore et monsieur Harper  
Ne pensèrent pas nous saluer  
Ne daignèrent pas nous parler

Et même pas nous regarder

Ils répondirent avec mépris  
À nos questions de droit d'auteur  
Prenant le parti de l'industrie  
Sous couvert de protéger les consommateurs

Ah! mes aïeux qu'ça faisait peur!

Devant cet immuable roc  
Les trois partis de l'Opposition  
Nous assurèrent de faire bloc  
Contre cette loi de malédiction

Et on entonna tous en chœur  
Libérez-nous des Conservateurs!

Comm'chantait  
Le grand Trenet  
Voilà, voilà

Un beau voyage au Canada!

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzeiti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Eric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Dominique Reny (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site internet), Marie-Pier Frappier, Émilie Parent-Bouchard et Édenne Plamondon-Émond (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montreal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Amel Eilman, Véronique Langlois, Simon Lanotte, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebât (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Nancy Blanchette, Nathalie Filon, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

# DESIGN + ARCHITECTURE



## Dans les méandres de Bota Bota

Un spa sur l'eau flotte dans le Vieux-Port de Montréal: tout baigne pour le bain urbain

Dans les eaux calmes et sombres du Vieux-Port de Montréal, le Bota Bota flotte, cachant derrière ses façades de métal noir des secrets bien gardés. Premier spa scandinave au monde à être installé sur un bateau d'une telle envergure, l'œuvre hybride se nourrit de l'architecture tant navale que terrestre. Ce projet signé Sid Lee Architecture invite à un voyage dans l'imaginaire urbain et maritime en nous plongeant dans l'univers de la ville, du ciel et de l'eau, tout en nous faisant nager dans les profondeurs silencieuses de notre for intérieur.

EMMANUELLE VIEIRA

**I**ly a Bora Bora à Tahiti, il y a maintenant Bota Bota à Montréal, un endroit magique où la mer turquoise a été remplacée par la beauté mystérieuse des eaux du fleuve Saint-Laurent. Et si les îles baignées par le vent ont leur charme, Montréal vue depuis Bota Bota apparaît soudain comme un endroit d'une extraordinaire beauté.

Ancré à l'extrémité de la rue McGill, dans la portion Est du parc des Écluses, ce bateau long de 55 mètres se fond merveilleusement dans son environnement urbain et aquatique. Cerné par des icônes de l'architecture montréalaise, notamment Habitat 67 et le Silo numéro 5, Bota Bota n'a pourtant pas toujours été là.

Construit en 1951, le navire a d'abord été le traversier Arthur-Cardin faisant la liaison entre Sorrel et Berthier. Au moment de l'Expo 67, il subit une première transformation en devenant L'Escalier, le premier centre d'art flottant au monde. Le bateau abrite alors une salle de théâtre, des foyers répartis sur trois étages, des bars, un restaurant, des cabines et des loges pour le personnel et les comédiens. Toute la façade inférieure du navire est encore hermétique et aveugle.

En 2008, la famille Emond rachète le navire avec l'idée de construire un spa sur l'eau et décide de confier le projet à des architectes qu'elle connaît bien, Jean Pelland et Martin Leblanc, avec qui elle a déjà conçu son premier spa, le Balnéa situé à Bromont-sur-le-Lac. «Pour Bota Bota, les défis étaient nombreux, explique Jean Pelland, architecte

concepteur et associé principal de Sid Lee Architecture. Il a d'abord fallu comprendre la structure du bateau avant de se lancer dans sa reconversion en spa flottant.» L'architecture navale impose un cadre rigide en raison des notions de stabilité et de flottaison. Tout doit être méticuleusement pensé et calculé: la répartition des fonctions, le choix des matériaux et l'intégration des services.

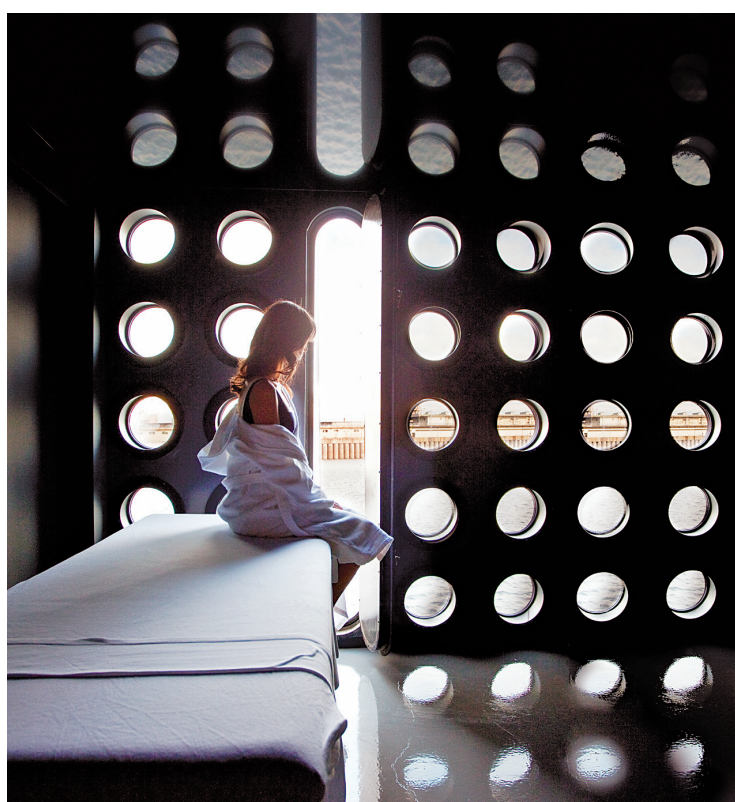
Pour Sid Lee Architecture, l'aventure commence par les recherches et les échanges avec différents corps de métiers qui interviennent sur le projet.

L'unicité entre artisans, architectes navals et ingénieurs, associée à la vision avant-gardiste du client et des architectes concepteurs, explique en partie la réussite du projet. «Avec Bota Bota, nous avons découvert la richesse et la profondeur qui se cachent dans chaque détail technique de l'architecture industrielle et navale. Des hublots aux portes métalliques ou aux escaliers, chaque geste architectural à son importance et son utilité. Nous avons voulu garder ce principe et cet esprit-là sur l'ensemble du projet de reconversion», dit Jean Pelland.

Cette démarche n'est pas loin de la philosophie du célèbre Jean Prouvé, qui disait: «Tout objet doit créer impose à la base une "idée constructive" rigoureusement réalisable. [...] L'idée constructive, c'est d'abord la compréhension d'une totalité d'un ensemble.»

**Un recyclage intelligent**

Vieux de 57 ans, le bateau a d'abord été placé en cale sèche pour être réparé et pour subir une modification au niveau de la coque, afin d'augmenter les capacités de portance et de flottaison. Les moteurs et la salle des machines ont été enlevés afin de



PHOTOS SID LEE ARCHITECTURE

dégager un espace suffisant pour loger les vestiaires du spa au niveau de la cale. Les ponts supérieurs d'origine, trop exigus, ont été complètement rasés, laissant la place à une nouvelle structure d'acier et de verre qui héberge les trois nouveaux ponts supérieurs du projet.

Ainsi, une bonne partie du bateau a été évidée et sur la structure métallique laissée apparente, les architectes sont venus poser des panneaux de métal préfabriqués, incrustés d'un total

de 678 hublots. «Nous avons effectué des recherches pendant plusieurs mois et approché des techniciens aux quatre coins de la planète avant de réussir à inventer un hublot sur mesure, qui soit à la fois beau, très isolant et résistant», note Jean Pelland.

De l'extérieur, cette façade inférieure du bateau qui abrite les salles de soins est splendide, de grande élégance et sobriété grâce au noir métallique qui fait ressortir tous les détails de construction. L'ensemble, directement ins-

piré de l'univers du bateau, évoque au passage la mythique façade de la très célèbre *Maison tropicale* de Jean Prouvé.

Les salles de soins plongées dans une semi-pénombre offrent des vues filtrées sur l'eau et sur la ville. L'intimité créée par les petites ouvertures rondes et l'imaginaire rattaché aux hublots font voyager loin, très loin, nous libérant ainsi des soucis du quotidien. Le bateau a toujours fait rêver et les architectes ont su ici exploiter simplement et subtilement cet état de fait.

**À bord d'un cargo chic**

Tout en transformant le navire pour accueillir le programme du spa, les architectes ont souhaité dès le départ raconter l'histoire du bateau en préservant un maximum d'éléments de son architecture d'origine tout en y insérant de nouveaux éléments rattachés à cet univers particulier.

Ainsi, en parcourant l'intérieur du navire, on a l'impression de déambuler dans les espaces d'un cargo chic. L'utilisation du métal brut, froissé, ondulé ou irrégulier, de même que l'emploi du noir, du gris et d'une signalisation typique du bateau industriel, créent un univers propice à l'évasion du corps et de l'esprit, grâce à un langage architectural qui réinterprète simplement les formes et les textures de l'univers des navires.

Le parcours imaginé par les architectes permet de passer d'un univers sombre et introverti dans les niveaux inférieurs du projet à un univers plus lumi-

neux et ouvert sur la ville au fur et à mesure qu'on s'élève vers les ponts supérieurs. L'escalier en forme de proue, la colonne vertébrale du projet, sert aux différentes fonctions du navire qui compte 21 salles de soins, six terrasses, cinq ponts, deux saunas et deux bains à remous avec des vues époustouflantes sur Montréal, en plus d'un bain à vapeur. Dans ce décor avant-gardiste et très minimaliste, le panorama de la ville est toujours différent. On découvre Montréal comme jamais auparavant et c'est littéralement le bateau d'un flux de vie toujours changeant.

**Quel chemin parcouru!**

Installé dans un endroit qui avait presque été laissé à l'abandon après le départ du Festival Flora et de Mosaïcultures, Bota Bota revitalise le secteur du parc des Écluses en proposant un rêve là où il n'y avait rien. La construction du projet à l'aide de panneaux préfabriqués est peut-être ce qui explique que l'ensemble dialogue aussi bien avec Habitat 67. Le langage épuré du projet et l'eau qui l'entoure favorisent également une intégration urbaine sans fausse note.

Établi à Montréal, avec des bureaux satellites à Amsterdam, aux Pays-Bas, la firme Sid Lee Architecture est très fière de ce projet. Les architectes et associés principaux, Jean Pelland et Martin Leblanc, ont souhaité «aller au-delà de la commande du client pour que le projet soit un véritable prolongement de la ville», expliquent-ils.

Travaillant avec des valeurs, des paramètres et des équipes multidisciplinaires, les deux associés voient grand et loin. Ils planchent d'ailleurs actuellement sur deux gros projets, pour Red Bull et pour le mythique club de soccer Ajax Amsterdam.

**Collaboratrice du Devoir**

■ Bota Bota, 358, rue de la Commune Ouest, quais du Vieux-Port de Montréal, [www.botabota.ca](http://www.botabota.ca), [www.sidleearchitecture.com](http://www.sidleearchitecture.com). Equipe du projet: Sid Lee Architecture, Ingénierie navale: Raymond Daoust. Ingénierie structurale: Anand Swaminadhan enr. Ingénierie mécanique: Blondin Fortin. Entrepreneur général: Mikado Construction. Production graphique et signalétique: Sid Lee.